

## **2<sup>ème</sup> Conférence Ministérielle Régionale sur la Sécurité des Frontières**

**(Rabat, le 14 novembre 2013)**

### **Déclaration de Rabat**

Nous, Ministres des Affaires Etrangères, Ministres chargés de la sécurité et Chefs de Délégation des Etats du Maghreb Arabe, de l'espace Sahélo-Saharien, des régions voisines et représentants des partenaires régionaux et internationaux, réunis à Rabat, le 14 novembre 2013, en vue de développer une vision et un cadre de concertation politique, et mettre en place des mécanismes de coopération opérationnelle, et pour assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action de Tripoli, adopté lors de la première Conférence Ministérielle Régionale sur la Sécurité des Frontières, tenue à Tripoli, les 11 et 12 mars 2012;

Conscients de l'aggravation des menaces terroristes et criminelles combinées aux activités des réseaux de criminalité internationale, impliqués dans les trafics de drogues, d'armes, de traite des êtres humains et de trafic illicite de marchandises, dans le contexte régional, marqué par la multiplication des facteurs d'instabilité politique, de crise économique et de changements climatiques en plus de la faiblesse de la coopération régionale en matière de sécurité des frontières et de mise en valeur des espaces désertiques;

Convaincus que la sécurité des frontières dans cet espace nécessite la mise en œuvre d'une approche globale incluant les dimensions politique, socio-économique, sécuritaire et législatives, et favorisant une coopération agissante, solidaire et coordonnée sur la base du principe de la responsabilité partagée dans un environnement régional qui facilite l'échange des marchandises et la circulation des personnes;

Réitérant notre engagement à poursuivre notre soutien aux efforts des autorités libyennes dans l'achèvement de la transition politique en Libye par davantage de mobilisation pour assurer la stabilité du pays et pour la garantie de la sécurité de ses frontières, et soutenant les efforts de l'Union Européenne et des Nations Unies dans ce domaine;

Exprimant notre volonté de partager nos expériences avec la Libye en matière de mise en place d'institutions démocratiques et d'établissement de l'Etat de droit et de renforcement des capacités civiles;

Réaffirmant notre soutien à une approche régionale permettant de relever les défis de la sécurité des frontières, à travers les Stratégies des organisations internationales et régionales concernées et insistant sur l'importance de la complémentarité des stratégies, des voies et des initiatives ainsi que sur les stratégies de coopération bilatérale;

Soulignant la responsabilité de la Communauté Internationale à apporter son soutien à la Libye à tous les niveaux, notamment dans le domaine de la sécurité, pour une transition flexible de la révolution à l'Etat des institutions et du Droit, du respect des droits de l'Homme et des libertés.

## **Convenons de ce qui suit :**

- Accélérer la constitution du Secrétariat prévu par le Plan d'Action de Tripoli et la Déclaration de Rabat, à charge pour la Libye de préparer une proposition de structure de ce Secrétariat à présenter à la réunion des membres qui se tiendra à Tripoli, dans un délai n'excédant pas deux mois de la déclaration de Rabat.
- Identifier et mettre en œuvre les projets prioritaires sur la sécurité des frontières, en prenant en compte toutes les stratégies et les initiatives pertinentes émanant des diverses entités des Nations Unies, des Organisations Internationales et Régionales ainsi que tous les mécanismes de lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé.
- Créer un Centre Régional de formation et d'entraînement au profit des officiers en charge de la sécurité des frontières dans les Etats de la région, pour tirer profit des expertises d'autres pays et partenaires;
- Constituer des groupes de travail sectoriels dans les domaines de la Sécurité, des Renseignements, des Douanes et de la Justice pour des propositions dans ces domaines, avant la tenue de la prochaine conférence ministérielle
- Renforcer l'échange, entre les Etats de la Région, des informations relatives à la sécurité des frontières et la coordination en vue de faire face aux menaces identifiées par les groupes de travail sectoriels mentionnés dans le paragraphe précédent.
- Renforcer les capacités des Etats de la région en matière d'équipements et de technologies nouvelles à même de permettre de mieux sécuriser les frontières;
- Etablir une coopération en matière de lutte contre la falsification des documents, notamment les pièces d'identité et la généralisation du système biométrique conformément aux standards internationaux, qui prend en considération les besoins des Etats et de l'impact négatif sur la sécurité dans la Région;
- Préparer une liste de projets prioritaires liés au développement humain, adaptés aux besoins spécifiques des populations des zones frontalières afin d'assurer leur adhésion à l'amélioration de la sécurité des frontières, se basant sur les stratégies de coopération bilatérale, régionale et internationale;
- Mobiliser les ressources financières adéquates pour le soutien des projets et des actions de coopération bilatérale, régionale et inter-régionale dans le domaine de la sécurité des frontières ;
- Encourager et renforcer la coopération triangulaire pour faciliter le partage des expériences et des bonnes pratiques et pour optimiser les ressources disponibles;
- Saluer la proposition faite par la République Arabe d'Egypte d'abriter la Troisième Conférence Ministérielle au deuxième semestre 2014 , en vue de renforcer le dialogue politique et sécuritaire et d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions adoptées .

( 14 2013 )

2013 14

12 11

.2012

شاملة،

تتضمن الأبعاد السياسية والاجتماعية والاقتصادية والأمنية والتشريعية، تؤسس لتعاون وثيق وتضامني ومنسق على أساس مبدأ المسؤولية المشتركة مما يسهل تبادل البضائع وتنقل الأشخاص على المستوى الإقليمي.

إذ نجدد تأكيدنا على مواصلة دعمنا لجهود السلطات الليبية في استكمال انتقالها السياسي وتعبئتها من أجل استتباب الأمن والاستقرار، وتأمين حدودها ودعم جهود بعثة الاتحاد الأوربي والأمم المتحدة في هذا المجال؛

وإذ نعرب عن إرادتنا لتقاسم تجربة بلداننا مع ليبيا في تطوير المؤسسات ودولة الحق والقانون، وتعزيز القدرات المدنية؛

وإذ نجدد تأكيدنا على دعم مقاربة إقليمية تمكن من رفع تحديات أمن الحدود، من خلال استراتيجيات المنظمات الدولية والإقليمية ذات الصلة ونؤكد على أهمية تكامل الاستراتيجيات والمسارات والمبادرات وعلى أهمية التعاون الثنائي.

وإذ نؤكد على مسؤولية المجتمع الدولي لتقديم الدعم لليبيا في كافة المجالات وخاصة المجال الأمني من أجل الانتقال السلس من الثورة إلى دولة المؤسسات والقانون واحترام حقوق الانسان والحريات؛

:

-

.

-

-

-

-

.

-

-

-

-

-

-

-

2014

.

**Regional Ministerial Conference on Border Security**  
**Rabat, on 14 November 2013**  
**The Rabat declaration**

We, the Ministers of foreign affairs, Ministers charged for security, and heads of delegations of the Arab Maghreb, the countries of the Sahel, the Sahara, and neighboring regions, and the representatives of the regional and international partners, convened at Rabat, this 14 November 2013, in order to develop a view and a framework of political consultation, set up the machinery for operational cooperation, and to follow up the implementation of the Tripoli action plan, emanating from the first regional ministerial conference on border security, held in Tripoli on 11, 12 March 2012.

Considering the mounting terrorist and criminal threats which are interrelated to the activities of transnational criminal networks involved in drug, light weapons, and human trafficking, and smuggling of goods, in a regional context characterized with many factors of political instability, economic crises, and climate change; in addition to the weak regional cooperation in the field of border security, and the development of dry areas;

Being convinced that border security in this environment entails the setting up of a global approach incorporating political, economic, security, and legislative dimensions, founded on close and coordinated cooperation, based on the principle of common responsibility, which facilitates the exchange of goods and the movement of persons at the regional level.

Reaffirming our continuous support for the Libyan authorities in the completion of its political transition, and its mobilization for the enforcement of security and stability, the security of Libya's borders, and our support for the missions of the European Union and the United Nations in this field.

Expressing our will to share the experience of our countries with Libya in developing the institutions and the rule of right and law, and reinforcing civil potentialities.

Reaffirming the support of the regional approach to confront the border security challenge on the basis of the relevant strategies of the international and regional organizations; and affirm the importance of the convergence of strategies, processes and initiatives, and on the importance of bilateral cooperation.

Affirming the responsibility of the international community to support Libya in all fields, especially in the field of security, guarantying a smooth transition; that is from the revolution to the state of institutions, law, and the respect of human rights and liberties.

Have agreed on the following:

- the immediately appointing a secretariat provided in the Tripoli action plan, and of the Rabat declaration, provided that Libya prepares the proposal relating to the structuring of such secretariat, and introduces it to the meeting of the delegates of countries, convening at Tripoli in a period not exceeding two months as of the date the Rabat Conference.
- drawing up and implementing a list of priority projects integrating the strategies and initiatives of the different United Nations organisms, international and regional organs, and all the machinery related to the struggle against terrorism and organized transnational crime;

- Creating a regional centre for the instruction and training of officers charged for the border security in the countries of the region, on the basis of the experience of other countries and partners;
- Creating sectorial working groups in the fields of security, intelligence, customs, and justice, for the forwarding of propositions in such fields, before the next session of the ministerial conference;
- Exchanging information related to border security between the countries of the region, and coordinating cooperation between authorities charged for border security, in order to evaluate and confront the security threats detected by the sectorial work teams mentioned in the precedent paragraph;
- Reinforcing the capacity of the countries of the region, as to new equipments and technologies, in order to improve border patrol;
- Cooperating to confront document falsification, especially documents of identity and generalizing the use of the biometrical system in pursuance to international standards, taking into account the needs of the countries of the region in this field, and the negative effects of this phenomenon on the security of the region;
- Drawing up a list of priority projects related to human development, going hand in hand with the needs of the border populations, so as to ensure their participation in improving border security, on the basis of bilateral, regional, and international cooperation strategies;
- Mobilizing adequate financial resources to support bilateral, regional and inter-regional projects and operations in the field of border security.
- Encouraging and reinforcing tripartite cooperation in order to facilitate the sharing of useful experiences and practices, and the ideal use of available resources;
- Accepting the proposal of the Arab republic of Egypt to host the third ministerial conference on border security in the, in the second half of the year 2014, to reinforce the political and security dialogue, and evaluate the advances achieved in the implementation of the decisions taken.